

## Pays de la Loire

### Social : unir les associations pour plus de solidarité

L'Union régionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux (Uriopss) fête ses 70 ans. Avec de nouveaux défis alors que la demande sociale se fait de plus en plus forte.

#### Repères

##### Porter la parole associative

Dès 1947, la création de l'Uniopss, au niveau national répondait au souci d'autonomie des associations à but non lucratif qui œuvraient pour les plus démunis, face à la Sécurité sociale qui venait d'être créée. « C'est la volonté de garder une capacité d'action. Il s'agit d'une union des associations, pas d'une fusion ! », insiste Anne Postic, directrice de l'Uriopss.

##### Au service des organismes

En Pays de la Loire, l'Uriopss était créée en 1948. 70 ans plus tard, elle réunit 246 organismes sanitaires, sociaux et médicosociaux à but non lucratif, qui gèrent plus de 750 établissements et services. Elle est mandatée pour les représenter auprès d'une centaine de structures. Avec 11 salariés, l'Uriopss organise réunions, visites de terrains, actions de formation et de conseils techniques à la demande des adhérents.

##### Une attente sociale qui s'élargit

Pour la directrice Anne Postic, « la demande sociale augmente, s'élargit et se complexifie. Il y a des besoins nouveaux, liés à la crise migratoire, au vieillissement de la population, à l'espérance de vie croissante des personnes en situation de handicap, à la précarité liée aux séparations familiales, au chômage, au développement du temps partiel. » Cécile Petitdent complète : « il y a aussi la question de la psychiatrie. On a privilégié le suivi en désinstitutionnalisant les patients. Cela augmente les difficultés dans



Anne Postic, présidente, et Cécile Petitdent, administratrice de l'Uriopss (de gauche à droite).

CRÉDIT PHOTO : OUEST-FRANCE

la vie quotidienne. L'insertion demande des moyens pour le logement, l'emploi, l'éducation... »

##### Accueillir les migrants

La crise migratoire, le vieillissement de la population et la protection de l'enfance sont des défis majeurs aux yeux de l'Uriopss. « Notre souci constant, c'est de prendre soin de celui qui est fragile. Dans la crise migratoire, le secteur associatif joue un grand rôle pour assurer de l'hébergement d'urgence. Il faut l'aider, ouvrir des structures », plaide Cécile Petitdent tandis qu'Anne Postic rappelle : « La solidarité, la dignité, l'accueil inconditionnel, ce

sont les valeurs de l'Uriopss ! ».

##### Donner des moyens aux Epha

L'espérance de vie augmente, les pathologies se multiplient. Pour Cécile Petitdent, « le maintien à domicile, c'est une belle ambition si on s'en donne les moyens. Si le suivi n'est pas adapté, c'est le risque d'une détérioration qui peut coûter très cher à terme ». Globalement, l'Uriopss s'inquiète de la concurrence lucrative d'organismes privés : « La santé est-elle devenue une marchandise comme une autre ? », s'interroge Anne Postic en demandant des moyens financiers et humains pour les Epha, « afin d'évi-

ter que les quelques dysfonctionnements médiatisés ne se généralisent. »

##### La protection de l'enfance sous tension

La directrice de l'Uriopss le clame : « la situation de la protection de l'enfance est très préoccupante. » Le placement d'un enfant peut être la conséquence d'une décision de justice ou d'une mesure administrative. Faute de places dans les structures adaptées ou en familles d'accueil, certains enfants sont maintenus dans leur cadre familial. « La mise en concurrence d'associations, tentée par exemple en Maine-et-Loire, est une mauvaise réponse qui crée une ambiance délétère », dénonce Anne Postic qui s'insurge : « Se fixer comme objectif d'être le moins disant, ce n'est pas acceptable dans le domaine social ! ».

##### Des raisons d'espérer

L'Uriopss se félicite de l'engagement des citoyens. L'association s'appuie aussi sur la capacité d'innovation de ses membres, pour de nouvelles formes de prises en charge et de modes de gouvernance. Elle encourage la participation de l'utilisateur. « Nous l'avons replacé au cœur du dispositif : c'est la parole donnée aux invisibles. » Globalement, l'Uriopss attend le soutien de l'État en termes de formation et de reconnaissance des bénévoles qui portent les associations à bout de bras. Un soutien mais aussi une écoute. « Il faut que les associations, expertes de l'état de notre société, soient entendues », conclut Cécile Petitdent.

Yves SCHERR.